Convergences – Le contre-sommet du G7 fédère autour de la lutte contre le système capitaliste

vendredi 23 août 2019, par BARROUX Rémi, GARICOïX Michel (Date de rédaction antérieure : 22 août 2019).

L'événement qui a débuté mercredi à Irun, en Espagne, et Hendaye, en France, se veut la caisse de résonance de toutes les contestations contre ce qu'incarnera Biarritz. Au menu : trois jours d'échanges et de débats, avant une importante manifestation samedi.

Sommaire

- Des ONG environnementales
- Avant le G7 de Biarritz, (...)

Il y a la couleur bleue, monotone, des uniformes des milliers de policiers français – 13 200 annoncés par le ministre de l'intérieur Christophe Castaner –, mais aussi espagnols et basques, chargés d'assurer la sécurité du sommet du G7 à Biarritz, du 24 au 26 août. Ils sont omniprésents aux ronds-points des communes jouxtant la ville bunkerisée, comme aux sorties d'autoroute.

Et il y a la diversité des couleurs que les opposants ont adoptées : rouge, jaune, vert, noir aussi… Comme autant de signes de reconnaissance des causes qui convergent pour protester contre les politiques des grands de ce monde, jugées au mieux inefficaces, au pire aggravant la situation sur le front climatique ou celui des inégalités sociales.

Au centre de conférences du Ficoba à Irun, au Pays basque espagnol, qui héberge en partie les travaux du contre-sommet du G7 du 21 août au 23 août, les thèmes de débats sont nombreux : anticapitalisme, altermondialisme, luttes climatiques, sociale, féminisme, internationalisme… Durant ces trois jours, qui déboucheront sur une manifestation samedi 24 en fin de matinée, du port d'Hendaye à Irun, les anti-G7, quinquagénaires habitués des forums sociaux ou jeunes manifestants des marches climat, se voient proposer pas moins de trente-six conférences et une soixantaine d'ateliers, dans le centre d'Irun et d'autres lieux disséminés dans la commune française voisine d'Hendaye. Au menu, l'agroécologie, les migrations, les accords de libre-échange, la Palestine, les énergies fossiles et fissiles, le rôle des mouvements sociaux en Catalogne, le processus de paix au Pays basque…

Des « mouvements assez différents »

L'anticapitalisme domine : « Sortons du capitalisme et de la dictature des multinationales » est la première des revendications de la plateforme d'appel, soutenues par une centaine d'organisations. Le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, les députés de La France insoumise Clémentine Autain et Eric Coquerel, le secrétaire national d'Europe Ecologie-Les Verts David Cormand, participeront au contre-sommet, comme l'ancien porte-parole du Nouveau parti anticapitaliste Olivier Besancenot, les responsables des ONG de lutte climatique, écologique et sociale, et de nombreux intervenants associatifs ou syndicaux basques.

« On a réussi à fédérer des réseaux et des mouvements assez différents comme les “gilets jaunes”, les militants climatiques, ceux des luttes contre les grands projets inutiles… Sans oublier le mouvement abertzale basque dont la présence était indispensable ici, explique Aurélie Trouvé, porte-parole d’Attac, au cœur de l’organisation du rendez-vous. Nous n’avons rien à attendre du G7, dont les Etats membres ont été à l’inverse des engagements pris sur la diminution des émissions de gaz à effets de serre ou la réduction des inégalités dans le monde. »

Tous les manifestants anti-G7 n’ont pas rallié les salles d’Irun pour débattre. Si l’on franchit le pont sur la Bidassoa, frontière naturelle entre l’Espagne et la France, à une quinzaine de kilomètres de là, on parvient au camp qui accueillait, dès mercredi matin, plus de 1 500 personnes. Parmi eux, de nombreux « gilets jaunes », arrivés de toutes les régions, se sont regroupés dans un « village jaune ».

Une « marche des portraits »

Assis devant une banderole proclamant « la Planète bleue a besoin de jaune pour redevenir verte », sirotant une bière, René, 62 ans, enseignant à la retraite, est venu d’un village près d’Annonay, en Ardèche. Sur son gilet, il a écrit « le capitalisme tue la planète ». « Pourquoi je suis venu ? Macron m’avait dit qu’il voulait s’occuper des inégalités sociales, et j’attends toujours. Je suis venu le lui rappeler », explique l’homme très sensible aussi aux causes des peuples indigènes. Et de compléter son propos en énonçant les nombreux méfaits du capitalisme pour la planète : « Déforestation, exploitation minière, d’huile de palme, éradication ou déplacement de populations… »

Dans ce camp, on trouve un atelier vélo, une quincaillerie, un espace contre les agressions sexistes et homophobes, un stand contre la privatisation des aéroports, ou encore l’AmbaZADa, venue de la « zone à défendre » de Notre-Dame-des-Landes, qui se veut une sorte de quartier général des luttes.

Là aussi, réunions et assemblées générales sont quotidiennes en attendant les marches annoncées – qui font redouter à certains que le climat bon enfant et les références à la non-violence, au cœur des plateformes d’appel à cette initiative, soient occultés par des débordements. Des rumeurs font état de rendez-vous dans la zone interdite aux manifestations, soit Biarritz, Anglet et Bayonne.

Dimanche matin, c’est dans cette zone, au cœur de Bayonne, que les portraits officiels d’Emmanuel Macron, décrochés ces derniers mois des murs des mairies, devraient être rassemblés et présentés lors d’une conférence de presse, en conclusion de la campagne « Climat, justice sociale, Macron décroche, décrochons-le ! »

« Nous aurons l’occasion de montrer, avec cette marche des portraits, que le président du pays hôte du G7 ne mène absolument pas, contrairement à ce qu’il dit, de lutte sur le front climatique », avance Txetx Etcheverry, porte-parole de Bizi, organisation basque de promotion du développement durable, et cofondateur du mouvement écologiste Alternatiba. « Alors qu’on nous interdit de manifester, ils ont même annulé toute initiative culturelle ou encore le marché paysan du samedi matin, dénonce-t-il. Nous allons mener une action non violente de désobéissance civile. »

Les images de cette marche de dizaines de photos du chef de l’Etat dans les rues, relayées par la presse internationale, risquent d’être la hantise de l’Elysée et des services préfectoraux.

Rémi Barroux (Irun, envoyé spécial)

• Le Monde. Publié le 22 août 2019 à 06h32, mis à jour à 09h29 :
https://www.lemonde.fr/planete/article/2019/08/22/le-contre-sommet-du-g7-federe-autour-de-la-lutte-contre-le-systeme-capitaliste_5501528_3244.html

Des ONG environnementales boycottent le G7 pour dénoncer « une atteinte à la liberté d'expression de la société civile »

Le Réseau action climat [1] fédère des associations aussi importantes que Alternatiba, France nature environnement, Greenpeace, la Ligue pour la protection des oiseaux, Oxfam France, le Secours catholique, ou encore WWF.

D'ordinaire, les organisations non gouvernementales (ONG) disposent d'une centaine d'accréditations pour participer au sommet du G7. Mais cette année, alors que la réunion des plus grandes puissances mondiales – Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni – doit s'ouvrir ce week-end à Biarritz (Pyrénées-Atlantiques), les ONG n'ont reçu que vingt-cinq précieux sésames. En réaction, le Réseau action climat (RAC) a annoncé, jeudi 22 août, que les trente-deux associations qu'il fédère boycotteront le sommet, dénonçant la décision de l'Elysée de « les garder à l'écart du sommet ».

« Un précédent dangereux »

« Non seulement, l'Elysée a maintenu à un niveau historiquement bas les accréditations pour la société civile mais les ONG n'auront accès ni au sommet, ni au centre de presse alors que c'est la pratique depuis plus de dix ans », a expliqué Lucile Dufour, responsable du RAC lors d'une conférence de presse à Paris.

« Cette décision crée un précédent dangereux que nous refusons d'accepter. (…) Elle est une atteinte à la liberté d'expression de la société civile que nous refusons pour ce sommet et pour les suivants. »

Le réseau fédère des associations aussi importantes que Alternatiba, France nature environnement, Greenpeace, la Ligue pour la protection des oiseaux, Oxfam France, le Secours catholique, ou encore le World Wildlife Fund (WWF)… A divers niveaux, toutes sont impliquées dans la préparation du sommet depuis un an.

Le G7, qui se tiendra du 24 au 26 août, affiche comme ambition de « lutter contre les inégalités ». Dès vendredi, Emmanuel Macron recevra des représentants de la société civile, notamment d'ONG et d'entreprises, pour « recueillir leurs recommandations » à la veille de l'ouverture du sommet – malgré ce boycott de dernière minute.

Un contre-sommet a par ailleurs débuté mercredi à Irun (Espagne) et Hendaye (France) pour dénoncer un G7 que des ONG jugent « bunkerisé ». Les autorités françaises ont mobilisé plus de 13 000 membres des forces de l'ordre, appuyés par l'armée, et Madrid près de 3 000 policiers et gardes civils, pour assurer la sécurité du sommet, et de ses environs.

Le Monde avec AFP

• Le Monde. Publié le 22 août 2019 à 16h38, mis à jour à 09h29 : https://www.lemonde.fr/planete/article/2019/08/22/des-ong-environnementales-boycottent-le-g7-pour-denoncer-une-atteinte-a-la-liberte-d-expression-de-la-societe-civile_5501704_3244.html

Avant le G7 de Biarritz, officiels et contre-manifestants sont dans les starting-blocks

A une semaine de l'ouverture du sommet ultra-sécurisé qui se tiendra à Biarritz du 24 au 26 août, les manifestants anti-G7 préparent une contestation festive.

C'est la rentrée avant l'heure au lycée professionnel Saint-Joseph à Hasparren. Ce 16 août, deux cents pensionnaires doivent franchir les grilles de cet établissement privé près de Bayonne. Mais ils ne viennent pas pour se former à l'électronique ou à la maintenance industrielle. Ce sont des compagnies républicaines de sécurité (CRS), logées là dans le cadre du sommet du G7, organisé du samedi 24 au lundi 26 août, qui verra les dirigeants des pays les plus riches se retrouver à Biarritz, et discuter, entre l'Hôtel du Palais, le Casino municipal et l'Espace Bellevue, de la lutte contre les inégalités, la taxation des GAFA, les tensions commerciales, le réchauffement climatique et bien d'autres sujets tel le Brexit.

Depuis plus d'un an, les autorités locales sont sur les dents : au premier rang les préfets successifs des Pyrénées-Atlantiques, Hervé Jonathan (le sous-préfet de Bayonne) et la commune de Biarritz, dont le maire MoDem, Michel Veunac, pointe les avantages de cette rencontre pour l'image de sa ville et pour le Pays basque. Tous leurs services et ceux de l'Elysée mettent les petits plats dans les grands, le mot d'ordre omniprésent étant « sécurité renforcée ».

Un tissu local très militant

La protection et les déplacements des chefs d'Etat et de leurs équipes passent par la division pour plusieurs jours de la cité balnéaire en zones contrôlées avec badges d'accès, limitation de la circulation, fermeture des gares et des plages… Un programme minutieux auquel répond un contre-programme. Ainsi, pour accueillir les locataires du lycée Saint-Joseph, le 16 août dans la soirée, un concert sauvage devrait être organisé.

Attac, l'Action non-violente COP 21, l'union syndicale Solidaires, No TAV… tous les mouvements de contestation trouvent là un terrain accueillant.

Une initiative parmi d'autres car l'imagination et le souci du détail sont très présents parmi les contre-manifestants, regroupés au sein de la plateforme G7 EZ ! (« non au G7 ! »). Celle-ci s'est montée autour d'une cinquantaine d'organisations nationales (dont Attac, l'Action non-violente COP 21, l'union syndicale Solidaires), voire européennes – tous les mouvements de contestation trouvant là un terrain accueillant, tel l'italien No TAV, qui combat la liaison ferroviaire Lyon-Turin à travers les Alpes.

Les uns et les autres ont retrouvé sur place un tissu local très militant, notamment des nationalistes basques et, surtout, l'organisation Bizi ! (« Vivre ! »). Née en juin 2009 à Bayonne, celle-ci se veut écologiste, elle dénonce l'injustice sociale et prône la non-violence aussi bien que l'action directe. « Regroupant aujourd'hui plus de 600 membres sur le petit territoire qu'est le Pays basque avec ses 320 000 habitants, Bizi ! suit une ligne radicalo-pragmatique, confie Jean-Noël Etcheverry, dit "Txetx", l'un de ses animateurs. On l'a vu pour une chambre d'agriculture alternative en Pays basque ou avec le lancement de l'eusko, la monnaie locale. »

Confettis et drapeaux

Lors de son dixième anniversaire, en juin, Bizi ! et ses militants (des jeunes, des femmes…) ont ainsi résumé leur combat : « Nous travaillons à un projet de Pays basque maîtrisant son présent et à un futur plus soutenable et solidaire des autres territoires : Euskal herria burujabe [“Un Pays basque souverain”]. » Dès le 21, des rassemblements sont prévus le long de la Bidassoa, dont des forums centrés sur le type de développement, les migrations, le féminisme et la diversité des peuples. Avec des manifestations transfrontalières surveillées de près par les CRS et la Guardia Civil espagnole.

Tous ces “contre-G7” ont en commun de recourir à l’humour, la dérision, sinon la fête. D’où ce happening du 3 août devant l’Hôtel du Palais à Biarritz. Dans l’esprit des « manifs de droite » qui avaient frappé les esprits en moquant le président Sarkozy, six militants du G7 Fan Club ont voulu préparer la venue de leurs « idoles », les dirigeants de la planète.

Confettis et drapeaux au vent, depuis le parvis de l’établissement et au bord de la piscine des stars, ils ont déclaré leur foi : « C’est avec une très grande impatience que nous attendons la venue du sommet. » Et d’ajouter juste avant l’intervention de la sécurité : « Dans trois semaines, les inégalités, le réchauffement climatique ainsi que d’autres problèmes d’envergure qui nous touchent tous, seront enfin en passe d’être solutionnés. »

« La marche des portraits »

Un climat de dérision qui en inquiète certains : les hôteliers en pleine saison estivale ; les commerçants qui craignent la casse ou se demandent, telle Christine, gérante d’un salon de coiffure à Bayonne, si elle doit barricader avec force planches son établissement. Les autorités affirment avoir pris les précautions nécessaires.

Ainsi, les manifestants anti-G7 ont été cantonnés à la frontière entre Hendaye et Irún, soit à 20 kilomètres de Biarritz. La zone a été découpée en secteurs de couleurs par les forces de sécurité : rouge, bleu, vert. Une gamme chromatique à laquelle répondra, le 25 août à midi, la plateforme G7 EZ ! avec des sit-in et des manifestations organisés dans sept lieux autour du sommet, chacun nommé d’une couleur de l’arc-en-ciel.

Le matin, une action se déroulera dans les rues de Bayonne : ANV-COP21 et Bizi !, avec leurs collègues d’Alternatiba, mettent sur pied « la marche des portraits ». En référence aux portraits officiels du président de la République décrochés ces derniers mois dans plusieurs mairies de l’Hexagone, les manifestants sont invités à venir dans les rues avec un cadre emballé. Une manière de défendre les « décrocheurs », et de jouer au chat et à la souris avec les forces de l’ordre. En effet, impossible pour ces dernières de savoir si, dans le sac plastique, se trouve une photographie d’un aïeul ou du chef de l’Etat.

Michel Garicoïx
Bayonne, correspondant

• Le Monde. Publié le 17 août 2019 à 18h00 :
https://www.lemonde.fr/m-le-mag/article/2019/08/17/avant-le-g7-de-biarritz-officiels-et-contre-manifestants-sont-dans-les-starting-blocks_5500354_4500055.html

Notes

[1] qui ne participe pas au sommet alternatif d’Irun. Note d’ESSF.